



La colère monte, les travailleurs sont mécontents prêts à se mobiliser. Mais il faut répondre à leurs questions... Quelques idées pour vous !

Qu'est-ce qu'on attend de cette action ? Qu'est-ce qu'on veut obtenir ?

C'est clair. On est conscient qu'il y a un problème sur la dette en France.

1. D'abord il faudrait être clair sur le montant.
2. On refuse des mesures décidées brutalement qui font peser les efforts financiers et les sacrifices sur les travailleurs, les précaires, les retraités, les malades : la suppression des 2 jours fériés, les coupes dans les services publics, une réforme supplémentaire de l'assurance chômage, le gel des prestations sociales, le doublement des franchises médicales, la désindexation des pensions de retraites, etc...
3. On réclame une réforme fiscale d'ensemble qui permet de faire mieux contribuer ceux qui le peuvent, et on demande aussi la conditionnalité des aides aux entreprises.

C'est cela notre combat pour les travailleurs : la justice sociale.

Il y a un premier mouvement lancé le 10 septembre : pourquoi la CFTD ne se mobilise pas ?

Ce mouvement "Bloquons tout" est d'abord un mouvement citoyen, lancé en mai dernier.

Au départ, hors des partis politiques et syndicats, il est récupéré aujourd'hui par des partis politiques. S'il soulève de vraies questions, il comporte aussi beaucoup d'inconnus, avec des revendications "fourre-tout", souvent contradictoires : démission de Macron, démocratie directe niant les syndicats comme corps intermédiaire, désobéissance civile, sortie de l'Union Européenne, fin des partis politiques... Disons-le clairement, tout cela ne résoudra rien.

Nous ne condamnons pas ceux qui y participeront, mais ce n'est pas notre méthode, notre « tasse de thé ». Notre raison d'être, en tant que syndicat, est d'abord de faire entendre la voix des travailleurs et retraités dont nous sommes les représentants. C'est pourquoi nous mettons le paquet sur la journée du 18 septembre, à l'initiative de toutes les organisations syndicales.

Et en plus, quid de la sécurité des cortèges d'un tel mouvement quand il n'est pas encadré. ?

Il y a eu les gilets jaunes, les diverses consultations citoyennes, le mouvement des retraites... C'est toujours pareil : on n'a rien obtenu. Alors pourquoi se mobiliser encore ? Il y a de quoi être en colère. On ressent une certaine frustration.

C'est vrai. Et d'ailleurs on pourrait remonter encore plus loin dans le temps.

Mais la faute à qui ?

- au gouvernement qui n'entend pas la colère des salariés,
- au patronat qui a fait capoter les diverses négociations qui étaient engagées : les retraites, la vie au travail...

Pas question pour nous de nous résigner ou de nous démobiliser. Ce serait laisser la place grande ouverte à celles et ceux qui rêvent, une fois aux manettes du pouvoir, de tout décider autoritairement sans entendre la voix des travailleurs. Se résigner c'est jouer avec le feu. Et demain le réveil serait douloureux pour les travailleurs qui nous font confiance.

Est-ce que la date du 18 est bien choisie ? Ne faut-il pas attendre ce qui va se passer le 8 septembre ?

Choisir une date, c'est toujours compliqué ...surtout quand on veut mobiliser toutes les organisations syndicales. La CFDT a réussi ce tour de force en étant leader de cette mobilisation.

Et puis ne l'oublions pas : quel que soit le gouvernement et le premier ministre, nos revendications seront toujours les mêmes. Peu importe le premier ministre, la question du budget restera posée. Et notre objectif restera syndical pour que les mesures prises dans ce budget comportent plus de justice sociale. La seule différence peut venir de la façon dont nos interlocuteurs les prennent en compte ou pas !

Quels moyens de mobilisation ? Défiler : n'est-ce pas se faire plaisir ? N'y a-t-il pas d'autres moyens ?

Manifester est un droit. Préservons-le ! Est-il le plus efficace ? C'est un moyen de pression pour faire bouger les choses. C'est aussi montrer par nos revendications que la CFDT assume sa responsabilité et que nous sommes, nous, à la hauteur des défis d'aujourd'hui. Malheureusement les politiques sont trop sur le court terme en pensant d'abord à la prochaine élection.

Et il y a d'autres moyens de pression. La CFDT, au plan national et régional, continue son lobbying auprès des partis politiques (hors extrême droite) pour faire entendre nos revendications par rapport à des mesures injustes et brutales et faire part de nos propositions. Nous poursuivrons les contacts avec les élus politiques locaux dans ce sens.

Et ne l'oublions pas : il y a la pétition nationale lancée par les syndicats. On a pu mesurer le poids d'une pétition nationale quand elle recueille un nombre de signature record. La pétition "*Budget Bayrou : c'est non !*" n'en est qu'à un peu plus de 377 000 signatures : c'est trop peu pour faire bouger les choses. Si chaque adhérent CFDT avait déjà signé cette pétition, on dépasserait largement le million.

Mettons le paquet sur cette pétition. Nous sommes la 1ère organisation syndicale en France et en région Hauts-de-France : prouvons-le !